

**Bref aperçu sur les
nouveaux développements
du mouvement de lutte
dans les villes du
Sud Viet Nam**

Publié le 10 Octobre 1974 par

L'Union des Vietnamiens en France
PARIS

UNE LAME DE FOND

Cela a commencé, du moins apparemment, à Hué, l'ancienne capitale, le 8 Septembre 1974, un dimanche. Des milliers de manifestants, pour la plupart des catholiques ' réfugiés du Nord ', ceux-là même qui avaient ' suivi la Madone ' en 1954 et qui constituaient ' le bastion de l'anticommunisme ' et en même temps le soutien politique permanent des différentes administrations saigonaises. Le R.P. Tran Huu Thanh, Rédemptoriste, Président du Mouvement populaire contre la corruption, lut ' l'Acte d'accusation No 1 ', mettant en cause, de la manière la plus catégorique, Nguyen Văn Thiệu, sa femme, son beau-frère, sa tante, son cousin etc...

Réponse de Thiệu : répression. Deux mille policiers, quadrillant la ville, ont mis deux heures à disperser la manifestation. Depuis, il n'est pas de semaine où il n'y a pas de manifestations (certaines ont réuni 30.000 personnes), de meetings, de ' teach-in ' à Hué. D'un dimanche à l'autre, le mouvement fait tâche d'huile, gagnant Da Nang, Nha Trang, Pleiku, Bien Hoa, Saigon, Can Tho etc...

L'Eglise bouddhiste unifiée (pagode An Quang), rompant avec son silence, s'est engagée dans la lutte pour l'application de l'Accord de Paris par l'Appel du 20 août du Patriarche Giac Nhiên. Elle accorde sa caution au mouvement ' Force de réconciliation nationale ' formé le 14 Septembre.

Le 20, en plein centre de Saigon, des journaux brûlent. Journalistes, directeurs de journaux, prêtres, bonzes, personnalités politiques y ont mis le feu pour s'opposer à la saisie. Pour la première fois, à l'exception du journal ' Démocratie ' de Thieu, tous les journaux réclament l'abolition pure et simple du décret-loi fasciste 007. L'article 11 de l'Accord de Paris, garantissant les libertés démocratiques, devient le leitmotiv des éditoriaux et commentaires.

Au cours du même mois de Septembre, le mouvement de revendication contre la misère, contre les impôts, pour l'amélioration des conditions de vie, l'augmentation de salaires, le droit de grève, qui s'était manifesté d'une manière quotidienne, multiple mais guère remarquée (du moins par la presse internationale), surprend par son envergure et sa vigueur. Couronnant grèves, grèves sur le tas, grèves de la faim, un ' Comité de défense des intérêts des travailleurs ' s'est formé le 27 Septembre.

5 jours avant, un ' Front populaire contre la famine ' est né, groupant Bouddhistes, Catholiques, Caodaïstes, Hoa Hao etc...ainsi que des non-croyants.

Fait essentiel, la variété des mots d'ordre (contre la corruption, contre la guerre, contre les lois fascistes, contre la misère, contre la famine...) ne fait que souligner une grande convergence. Tous visent en fin de compte le groupe Nguyen Văn Thiệu, l'organisateur et le principal bénéficiaire de la corruption généralisée, l'exécutant de la politique américaine de guerre, de répression, de pillage, et de sabotage de l'Accord de Paris. Ce qui explique pourquoi le discours télévisé du 1^{er} Octobre de Thieu, en dépit des justifications et promesses (aussi vagues que ' téméraires ' telles la ' suppression complète de la corruption en trois mois), n'a en rien apaisé le mouvement. Au contraire, l'accusation de ' valets des communistes ' et de ' faux-pacifistes ' proférée à l'encontre de tous les opposants a fait l'unanimité contre Thieu. Des voix encore plus nombreuses s'élèvent pour exiger le renversement de Thieu, et la formation à Saigon d'un gouvernement se prononçant pour la paix, la réconciliation nationale, pour le respect des libertés démocratiques, en un mot, pour l'application de l'Accord de Paris.

L'ampleur, la puissance et la détermination de ce large front commun sont l'aboutissement d'un processus long, pendant longtemps peu visible, mais irréversible qui s'est engagé au moment de la signature de l'Accord de Paris, le 27 Janvier 1973, dès lors que l'immense espoir de paix, de réconciliation, de concorde et de renaissance nationales s'est heurté au refus d'application de l'Accord de la part des Etats-Unis et de l'administration Thieu.

Vingt mois de cette politique ont eu des effets que l'on sait : la stratégie de 'déferlement sur tout le territoire' a échoué lamentablement mais n'en a pas moins causé des dizaines de milliers de morts; les paysans toujours parqués dans les camps de concentration, la production agricole toujours en régression, la famine menace les provinces du Centre, les autres secteurs de l'économie en crise, plus d'un million de chômeurs dans les villes. L'inflation galopante (650/o en 1973, 114 o/o en 1974)*; 200.000 détenus politiques croupissent toujours dans les prisons, des milliers de numéros de journaux saisis par simple décision administrative, 800/o des journalistes et écrivains en chômage, une censure kafkaïenne ('Les Hauts de hurlement' d'E. Brönte, des citations de la Bible, le poète chinois du 8^e siècle Tou Fou... sont censurés pour 'propagande communiste', 'atteinte au moral de l'armée')...

Ainsi, vingt mois après la signature de l'Accord de Paris, les conditions existent et se renforcent pour contraindre les Etats-Unis à le respecter. Toutes les familles politiques au Sud Viet Nam, du G.R.P. jusqu'à une tendance qui se renforce chaque jour au sein même de l'administration de Saigon, en passant par la troisième composante, se rencontrent dans le désir de paix, de réconciliation nationale. Nul doute que sur la base du dénominateur commun qu'est l'Accord de Paris, elles renverseront Thieu et feront échouer la politique d'engagement militaire et d'ingérence politique de la Maison Blanche, ~~et la politique de guerre du groupe Nguyen Van Thieu.~~

C'est dire que maintenant plus que jamais, le peuple vietnamien attend de tous ses amis, notamment ses amis américains, qu'ils renforcent le mouvement de solidarité pour exiger que Washington cesse toute aide à Nguyen Van Thieu, respecte enfin l'Accord de Paris. C'est à cette condition que le peuple vietnamien recouvrera la paix et parachevera son indépendance.

(*) Committee on foreign relations United States Senate , August 5, 1974.

ORGANISATIONS LUTTANT DANS LES VILLES DU SUD VIETNAM

I- ORGANISATION POPULAIRE POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD DE PARIS

Fondée le 20.1.1974.

Le Conseil exécutif provisoire comprend 48 membres dont:

Mes Trần Ngọc Liêng, Nguyễn Long, les R.P. Nguyễn Ngọc Lan, Chân Tín, le vénérable Thích Thiện Nghĩa, Mme Ngô Bá Thành, M. Đặng Văn Kỳ, les professeurs Châu Tâm Luân, Nguyễn Văn Vàng, Lý Chánh Chung, l'écrivain Thế Nguyên, M. Triệu Quốc Mạnh, les députés Hồ Ngọc Nhuận, Trần Ngọc Giao, les étudiants Nguyễn Hoàng Trúc, Ngô Đa, etc...

Dans sa déclaration du 10.3.1973, l' Organisation déclare qu'elle "fait partie de la 3ème composante politique au Sud Viet Nam" et "rassemble tous ceux qui luttent pour la paix, la réconciliation et la concorde nationales, sur une position et avec un statut politiquement indépendants des deux parties signataires de l'Accord de Paris".

Le 17.9.74, l'Organisation populaire pour l'application de l'Accord de Paris estime 'que l'intérêt porté par la population aux mouvements de lutte dans les villes du Sud Viet Nam... prouve que la politique de l'administration Nguyen-Van Thieu consistant à prolonger la guerre, à réduire le peuple au silence et à l'impuissance, se heurte à l'opposition de plus en plus violente de toutes les couches de la population sans distinction de tendance et d'appartenance politiques...' et déclare qu'elle est 'persuadée que les problèmes tragiques qui se posent au Sud Viet Nam, ne peuvent être résolus globalement qu'avec l'application de l'Accord de Paris, ce qui implique l'existence préalable, de ce côté-ci du Sud Viet Nam d'une administration qui reconnaît et respecte ses engagements envers l'autre côté'.

II-MOUVEMENT POPULAIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION POUR LE SALUT NATIONAL ET LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX

Fondé le 19.8.1974 à l'église Tân Việt (banlieue de Saigon)

Le Comité central provisoire comprend:

Président: R.P. Trần Hữu Thanh

Secrétariat: Nguyễn Trần

Presse: MM. Dương Minh Kính, député

Nguyễn Văn Kim, député

Planning: M. Trần Thúc Linh, ancien procureur

Action: MM. Nguyễn Văn Bình, député

Đặng Văn Tiếp, député

Membres: MM. Nguyễn Trọng Nho, député

Nguyễn Tuấn Anh, député

Trần Văn Trí, ingénieur

La proclamation du 19 Août du Mouvement dit notamment:

' L'Etat vietnamien est comme un cadavre en décomposition et la corruption des mouches qui le dévorent. La Patrie n'est plus qu'un mot creux, une marchandise à vendre car pour les malfaiteurs, seul l'argent compte...

La cause de la réconciliation et de la concorde nationales menant à la paix ne peut se réaliser que dans l'esprit d'union fraternelle entre toutes les composantes de la population sur la base de l'équité et de la liberté '.

Le Mouvement populaire de lutte contre la corruption est l'auteur de l'Acte d'accusation No 1, dénonçant nommément Thieu et sa famille comme les responsables au premier chef de la corruption.

Ce mouvement a organisé de nombreuses manifestations notamment le 8 Septembre à Hué où a été lu pour la première fois l'Acte d'accusation No 1 sus mentionné.

Depuis lors, de nombreuses autres manifestations ont été organisées à Saigon et dans plusieurs grandes villes du Sud Viet Nam par ce mouvement qui a aussi appelé les prêtres à organiser des séances de lecture et d'explication de l'Acte d'accusation No 1 à l'intention de leurs paroissiens.

III. COMITÉ DE LUTTE POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET DE L'ÉDITION :

Fondé le 6-9-1974.

Le Comité permanent de 9 membres comprend :

Président : M. Nguyễn Văn Bình, député

Vice-Présidents : Me Trần Văn Tuyên, président du groupe parlementaire 'national et socialiste'.

R.P Thanh Lăng, Président du Pen Club du Việt Nam

Secrétaire général: M. Võ Long Triều, député

Planning : M. Huỳnh Thành Vị, journaliste, Président du Conseil de la Presse.

Organisation : M. Hồng Sơn Đông, ancien sénateur, Directeur du quotidien Điện Tín.

Secrétaire général adjoint : M. Tô Văn, journaliste

Relations : M. Thái Dương, journaliste

Animation : M. Vũ Ngọc Các, journaliste, Vice-Président de La Ligue des droits de l'homme.

Le 13 Septembre, à la salle des fêtes de la Chambre des députés, le Comité a organisé un colloque avec la participation de plus de 300 personnes comprenant des écrivains, des journalistes, des étudiants, des religieux, des sénateurs et députés...

La répression de la presse par le régime Nguyen Văn Thieu y a été vivement dénoncée.

Le député Hà Thế Ruyết a brûlé, dans un geste symbolique, le décret-loi SL 007 et la loi 019/69 sur la presse. Le député Trần Văn Tuyên a donné lecture d'une résolution dénonçant le régime dictatorial, exigeant l'abolition du décret-loi SL 007 et de la loi 019/69, la cessation des saisies et de la censure, la libération des journalistes détenus par le régime.

Dans un communiqué du 12-9, le Comité déclare 'placer la lutte pour la liberté de la presse et de l'édition dans le cadre de la lutte générale pour changer la politique anti-démocratique de l'administration Nguyễn Văn Thieu' et 'coordonner ses actions avec les autres mouvements de lutte comme le Mouvement populaire de lutte contre la corruption, la Force de réconciliation nationale... et les différentes couches populaires'.

Le 14 Septembre, le Comité a publié un communiqué annonçant la mise sur pied d'un 'Comité d'action contre les saisies et la censure'.

Le 19 Septembre, la direction du journal Sóng Thần a brûlé elle-même 11.000 exemplaires pour empêcher qu'ils soient saisis par la police. Par solidarité, tous les autres journaux à part Trắng Đen et Dân Chủ, 2 journaux appartenant à Thieu, ont brûlé tous les exemplaires sortis ce jour-là pour protester contre les mesures de saisie.

Le 20 Septembre, 6 journaux d'opposition (Đại Dân Tộc, Điện Tín, Sóng Thần, Hòa Bình, Đông Phương, Dân Luận) ont décidé de publier intégralement l'Acte d'accusation No 1. Trois d'entre eux ont été saisis pour 'injures au Président de la République'. La direction du Điện Tín a procédé à l'autodafé des exemplaires saisis et une manifestation conduite par 10 députés de différents groupes à la Chambre et au Sénat a eu lieu peu après pour protester contre la saisie du Điện Tín.

IV. FORCE DE RECONCILIATION NATIONALE :

Fondé le 13 Septembre à la pagode Ấn Quang avec l'accord et le soutien de l'Eglise bouddhiste unifiée.

Le comité central provisoire comprend :

Président : M^e Vũ Văn Mẫu, sénateur, Président du groupe parlementaire 'Lotus' au Sénat.

Vice-Président : M. Phạm Đình Ái, sénateur

Organisation et planning : M. Bùi Tường Huân, sénateur.

Secrétaire général: M^e Phan Tấn Chúc

Secrétaire général adjoint : M. Võ Đình Cường

Programme politique en 4 points :

1. Réconciliation nationale sur la base du droit à l'auto-détermination.
2. Coopération internationale sur la base du respect de la souveraineté nationale.
3. Développement économique et social sur la base de la justice sociale.
4. Développement d'une culture et d'une éducation nationales et démocratiques.

Lors de la cérémonie de fondation du mouvement, le Vénérable Thích Thiện Siên, secrétaire général de l'Institut de la Propagation de la foi (Pagode Ấn Quang) a lu un message-circulaire du Bonze Thích Trí Thủ adressé aux différentes sections de province exprimant l'espoir qu'elles accueilleront avec ferveur et

soutiendront la Force de réconciliation nationale.

Lors de la cérémonie de présentation du Mouvement, on a remarqué la présence de nombreuses personnalités parmi lesquelles les généraux Dương Văn Minh, Mai Hữu Xuân, Lê Văn Nghiêm, les députés ou sénateurs Hồ Ngọc Nhuận, Trần Văn Tuyên, Lý Quý Chung, Nguyễn Trọng Nho, les R.P. Nguyễn Ngọc Lan, Chân Tín, Thanh Lăng...

Le général Dương Văn Minh a pour sa part déclaré :
' J'accorde tout mon soutien moral à ce mouvement'.

V. FRONT POPULAIRE DE LUTTE CONTRE LA FAMINE.

Fondé le 22-9-1974 à la pagode Quảng Hương (Saigon)

Le Comité directeur comprend :

Président : Vénérable Thích Hiện Pháp
Vice-Présidents : MM. Hồng Sơn Đông, ancien sénateur.
R.P. Phan Khắc Từ, Vũ Công Minh, député
Secrétaire général: M. Nguyễn Văn Hàm, député
Etudes et Recherches : MM. Hồ Ngọc Nhuận, député
Nguyễn Trọng Nho, député
Action : Mme Kiều Mộng Thu, député
Finances : Mme Kim Cương, actrice
Personnel : R.P. Trần Thế Luân
Trésoriers : M. Phương Anh, ingénieur
Me Nguyễn Phước Dinh

Au cours de la cérémonie de présentation du mouvement, le Vénérable Thích Hiện Pháp a déclaré : ' En même temps que la destruction des rizières et des récoltes par les Américains, une poignée de gens corrompus se sont servis et se servent de l'argent réservé à la reconstruction pour importer des produits de beauté au mépris de la misère du peuple '.

Mme Ngô Bá Thành a souligné que ' malgré des milliards de dollars déversés au Sud Viet Nam, la population continue de mourir de faim'. Le R.P. Thanh Lăng, président du Pen Club a dénoncé ' les lourds impôts qui frappent le peuple qui est réduit à la misère par une minorité de corrompus'. Un député, Mme Kiều Mộng Thu a écrit, avec son sang, une lettre ouverte à Nguyễn Văn Thiệu dans laquelle on peut lire : ' Pour la survie de la population et pour la paix, nous exigeons la démission du président Nguyễn Văn Thiệu '.

VI. COMITE POUR LA DEFENSE DES INTERETS DES TRAVAILLEURS :

Fondé le 26 Septembre 1974 à Saigon.

Le Comité exécutif provisoire comprend :

Président : R.P. Phan Khắc Từ, aumônier de la J.O.C.

6 autres co-présidents, tous syndicalistes dont MM. Nguyễn Văn Quế, président de la Fédération des syndicats des transports fluviaux.

Nguyễn Văn Cuốt, Vice-président de la Fédération des Cheminots.

Secrétaire général: M. Nguyễn Hoàng Tân, secrétaire général de la Fédération des cheminots.

Parmi les conseillers, on note le Vénérable Thích Hiện Pháp, Président du Front populaire de lutte contre la famine.

Le Comité a déclaré exiger du régime ' le rétablissement des libertés démocratiques, comme la liberté de réunion et la liberté de déplacement, comme l'a stipulé l'article 11 de l'Accord de Paris'.

Il a également déclaré soutenir les organisations populaires récemment constituées, comme le Comité de lutte pour la liberté de la presse, le Mouvement populaire contre la corruption, le Front populaire contre la famine...

CHRONOLOGIE

8 septembre 1974: Une manifestation organisée par des prêtres catholiques rassemble 5000 personnes à Hué. La presse saigonaise la considère comme 'la plus sérieuse' depuis l'automne 1971, quand les étudiants descendirent dans la rue pour protester contre la farce électorale présidentielle.

La police a chargé les manifestants avec des grenades et des fusées à gaz lacrymogène, faisant 10 blessés graves parmi lesquels 2 enfants, un député saigonais et un invalide de guerre.

Au cours de cette manifestation, le révérend père Tran Huu Thanh a lu publiquement l'acte d'accusation No 1, accusant Nguyen Van Thieu de corruption. Rappelons que le R.P. Tran Huu Thanh est l'un des 301 prêtres catholiques qui ont signé le 'manifeste contre la corruption' rendu public le 18.6.1974 à l'église de Tan Sa Chau (Saigon). Ce manifeste a recueilli depuis lors, la signature de plus de 1000 prêtres représentant près de 400 paroisses sur un total de 498 que compte le Sud Viet Nam.

Le mouvement de lutte s'étend peu à peu aux autres centres urbains.

13 septembre: Le comité de lutte pour la liberté de la presse et de l'édition a adopté les mesures suivantes: le 15.9 les journaux paraîtront avec une bande noire en signe de deuil pour marquer la 'mort de la presse' due au décret-loi 007. Selon le député Nguyen Huu Chung: 'ce régime n'a plus aucune légalité'.

14 septembre: Formation de la 'Force de réconciliation nationale' soutenue par l'Eglise bouddhiste unifiée (An Quang). Le nouveau parti, déclare son président, le sénateur Vu Van Mau, n'a pas besoin d'une autorisation du gouvernement de Saigon, puisque 'l'article 11 de l'Accord de Paris garantit les libertés démocratiques, notamment la liberté d'activités politiques'. Le général Duong Van Minh estime que la création de cette nouvelle formation politique est nécessaire et lui apporte tout son soutien moral. Dans les jours suivants, des comités provinciaux de la F.R.N. ont été constitués.

15 septembre: A Pleiku, 300 personnes ont assisté à une réunion. Après avoir discuté de l'acte d'accusation No 1 contre Thieu, ils ont décidé de créer un comité de direction du mouvement populaire contre la corruption à Pleiku.

14 septembre: A Ninh Thuan, 100 bonzes ont réclamé le droit pour la population d'origine Cham de pouvoir organiser une procession solennelle le 15.9. Devant le refus des autorités saigonnaises, une manifestation a éclaté et qui a duré jusqu'au lendemain.

15 septembre: A Hue, 30.000 habitants ont manifesté dans la rue et adopté une résolution en 4 points. En voici le résumé:

1. Condamner énergiquement Thieu d'avoir réprimé la manifestation du 8.9 à Hue. Thieu doit en endosser l'entière responsabilité devant la population.
2. Thieu doit cesser immédiatement toute violence comme moyen d'administration, cesser de juguler les droits du citoyen.
3. Thieu doit répondre devant la population sur les 6 chefs d'accusation contenus dans l'acte d'accusation No 1 rendu public le 8.9.

Le même jour, à Saigon, plus de 400 fidèles bouddhistes et représentants d'organisations populaires ont assisté à une prière pour les prisonniers politiques détenus par l'administration Nguyen Van Thieu. Le R.P. Chan Tin, président du comité pour la réforme du système pénitentiaire au Sud Viet Nam, déclare: 'Nous luttons pour la libération inconditionnelle non seulement de l'étudiant Huynh Tan Mam, mais encore de tous les patriotes détenus par l'administration'.

- 19 septembre: Des dizaines de milliers d'habitants sont venus manifester au Marché Dong Ba à Hue .
Le même jour, une centaine de personnes se sont rassemblées à côté de l'église Vuon Xoan, rue Truong Minh Giang à Saigon, et se préparaient à manifester contre Thieu. Une importante force de police est intervenue pour les disperser.
- 18 septembre: A Da Nang, plus de 200 habitants se sont rassemblés à l'école primaire de Da Phuoc. Le R.P. Tran Huu Thanh a demandé à Nguyen Van Thieu de s'en aller. Les participants ont voté une résolution protestant contre la répression de la manifestation du 8.9 à Hue et déclarant poursuivre la lutte contre la corruption en dépit de la répression.
Au même moment, 6000 habitants des quartiers de Thanh Bo, Duc Loi (ban-lieu de Da Nang) se préparaient à participer à une manifestation prévue le 22.9 dans le centre de Da Nang.
- 19 septembre: Des milliers de travailleurs représentant 116 syndicats affiliés à la Confédération du travail ont tenu une assemblée extraordinaire pour réclamer l'abolition du décret-loi 004 (qui interdit notamment le droit de grève). Le rédacteur en chef du quotidien Song Than a brûlé 11.000 exemplaires de son journal pour protester contre les mesures de saisie. En signe de solidarité, les autres journaux parus ce jour là à Saigon ont également été brûlés. Des milliers de saigonais écoutent la lecture de l'acte d'accusation No 1, faite par des députés.
- 24 septembre: Meeting à la pagode Quang Huong, Saigon, au cours duquel est formé un front populaire contre la famine groupant bouddhistes, catholiques, caodaïstes, hoa hao... Mme Kieu Mong Thu, député écrit avec son propre sang: 'Nous exigeons la démission de M. Thieu'
- 25 septembre: Le comité de Saigon-Cholon-Giadinh de l'Alliance des forces nationales, démocratiques et de paix du Viet Nam a publié un appel dans lequel il a exprimé son ferme soutien à la lutte menée par la population de cette région. Il appelle à 'développer la lutte pour renverser Thieu et former à Saigon une administration qui se prononce pour la paix, la réconciliation et la concorde nationales, la garantie des libertés démocratiques et l'application stricte de l'Accord de Paris'.
- 26 septembre: Formation du Comité pour la défense des droits des travailleurs. Il exige du régime le rétablissement des libertés démocratiques telles que la liberté de se réunir et celle d'aller et venir, comme le stipule l'article 2 de l'Accord de Paris.
- 29 septembre: 5000 habitants de Nha Trang se sont réunis dans la cours d'une église de la ville pour protester contre la corruption et réclamer le respect des libertés démocratiques. Le même jour, une manifestation est organisée au marché central à Saigon, par des députés de l'opposition et des prêtres. Les orateurs ont sévèrement critiqué Thieu et son régime. La foule qui se rassemblait autour des orateurs a crié des slogans contre la répression de la presse et contre la corruption.

2 octobre:

Suite au discours télévisé de Nguyen Van Thieu, 15 personnalités saïgonnaises réclament sa démission 'afin que le peuple sudvietnamien puissent librement appliquer son droit à l'autodétermination pour former un régime libre et pouvant réaliser la réconciliation sur la base de l'Accord de Paris'.

84 prêtres catholiques de la région de Can Tho(delta du Mékong) demandent également la démission de Thieu et déclarent soutenir le mouvement contre la corruption.

4 octobre:

Un cortège de bouddhistes conduit par 3 députés de l'opposition et par Mme Ngo ba Thanh a défilé dans les rues de Saigon, demandant la démission de Thieu et la libération de tous les détenus politiques.

6 octobre:

A Saigon, 4000 personnes ont assisté à 2 meetings organisés par le mouvement populaire de lutte contre la corruption. Le R.P. Tran Huu Thanh a notamment déclaré: 'Si dans le passé l'église se tenait aux côtés d u régime, maintenant les pressions, les injustices et les répressions sont les soucis du catholique vietnamien'. Et il a ajouté:

Nous devons nous lever pour nous défendre, car si 100.000, puis un million, puis 18 millions de personnes se soulèvent, personne ne pourra les tuer toutes'.

LE G.R.P. EXIGE LE RENVERSEMENT DU GROUPE NGUYEN VAN THIEU,
PRINCIPAL OBSTACLE AU REGLEMENT DES PROBLEMES POLITIQUES
DU SUD VIET NAM

000

' La population ne peut plus supporter une telle situation. Un mouvement pour la paix, le bien-être, les libertés démocratiques, la réconciliation et la concorde nationales, l'application de l'Accord de Paris, contre la corruption et la dictature de Thieu en vue d'exiger son renversement grandit vigoureusement dans les villes et zones rurales sous contrôle de l'administration de Saigon, avec la participation nombreuse de toutes les couches sociales, tendances politiques et confessions religieuses, y compris un certain nombre de membres de ' l'Assemblée nationale', de l'administration et de l'armée de Saigon. Tous réalisent que tant que Thieu est au pouvoir, il y aura toujours la guerre, la répression, la terreur, l'exploitation, la corruption, les deuils, la misère, la haine et la division. C'est pourquoi ils ont une même exigence impérieuse : renverser Thiệu pour former à Saigon une administration se prononçant pour la paix, la concorde nationale et l'application correcte de l'Accord de Paris sur le Việt Nam.

Ce sont là des exigences très légitimes et des plus urgentes, conformes à l'Accord de Paris, à la proposition en 6 points en date du 22 Mars 1974 du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Việt Nam. Le G.R.P. approuve et soutient sans réserve ces exigences'.

(...)

' Face à cette situation, en vue de satisfaire les exigences impérieuses des différentes couches de la population sud-vietnamienne et de créer des conditions favorables au règlement rapide des problèmes intérieurs du Sud Viet Nam sur la base de l'Accord de Paris, le G.R.P. de la R.S.V.N. exige fermement:

- du Gouvernement des Etats-Unis la cessation totale et définitive de tout engagement militaire et de toute intervention dans les affaires intérieures du Sud Viet Nam, le retrait du Sud Viet Nam de tout le personnel militaire américain déguisé en civils comme l'a stipulé l'Accord de Paris.
- Le renversement de Nguyen Văn Thieu et de son clan, principal obstacle au règlement des problèmes politiques au Sud Viet Nam. Il faut former à Saigon une administration se prononçant pour la paix, la concorde nationale, la stricte application de l'Accord de Paris sur le Viet Nam.

Le G.R.P. de la R.S.V.N. se déclare disposé à engager des conversations avec une telle administration en vue de régler rapidement les problèmes du Sud Viet Nam. Et seule une telle administration à Saigon pourra entamer de véritables négociations avec le G.R.P. de la R.S.V.N. afin de réaliser les dispositions de l'Accord de Paris et les aspirations les plus profondes de la population sud-vietnamienne, à savoir la paix, l'indépendance, la démocratie, l'amélioration des conditions de vie et la concorde nationale'.

(...)

Le G.R.P. de la R.S.V.N. apprécie hautement les paroles et les actes qui vont réellement dans le sens de la paix, l'indépendance, la démocratie au Sud Viet Nam. Il appelle toutes les forces, sans distinction de tendances politiques ou religieuses et toutes les personnes - sans tenir compte de leur passé - qui désirent sincèrement la cessation de la guerre, la réalisation de la paix et de la concorde nationale, à s'unir et à agir en commun pour exiger la cessation de l'engagement militaire et de l'ingérence U.S. au Sud Viet Nam, le renversement de Nguyen Văn Thieu et de son clan et la formation au plus tôt à Saigon d'une administration qui exécuterait sérieusement l'Accord de Paris. C'est là la voie la plus juste pour mettre un terme aux souffrances et malheurs de notre peuple.

Soldats, officiers et fonctionnaires de l'administration de Saigon,

La lutte que mènent les différentes couches de la population pour la paix, le bien-être, la liberté, la démocratie et la concorde est une lutte pour les intérêts de tous, y compris vos propres intérêts. Prenez donc conscience des manoeuvres perfides de l'impérialisme américain et de la nature cruelle de Nguyen Văn Thieu et de ses hommes de main; ils vous poussent vers une mort inutile. Mettez-vous courageusement et avec ardeur du côté du peuple et conjuguez résolument vos efforts avec la population en vue de les renverser pour reconquérir le droit à la vie et au bien-être.

(...)

(Extraits de la Déclaration en date du 8-10-1974 du G.R.P.)